

	services numériques		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Connectivité Tags : connectivité numérique énergie transports santé éducation et recherche	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Migration (méthodologie en cours de développement)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités (méthodologie en cours de développement)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Covid-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET				
12. Montants concernés	Ligne budgétaire: BGUE-B2022-14.020121-C1-INTPA Coût total estimé: 1 500 000 EUR Montant total de la contribution du budget de l'UE: 1 500 000 EUR Cette action est cofinancée en parallèle conjointement par: État-membre participant à l'Initiative Team Europe « Gouvernance STP » (volet justice et volet GFP gestion finances publiques): - Portugal: 600 000 EUR pour le volet justice de la TEI			
GESTION ET EXÉCUTION				
13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)	Modalité du projet Gestion directe par : - Subventions Gestion indirecte avec entité à sélectionner conformément aux critères énoncés à la section 4.4.2			

1.2 Résumé de l'Action

Cette action vise à contribuer au contrat social de Sao Tomé-et-Principe (STP), à l'amélioration de la gouvernance et à la consolidation de l'état de droit et des institutions démocratiques de STP. Il s'agira ici d'appuyer la réforme et la modernisation du système judiciaire visant en particulier à mettre en place des mécanismes pour assurer la redevabilité des agents du système judiciaire et à garantir l'accès à la justice pour tous, tout en garantissant le droit à un procès équitable.

Les interventions dans ce secteur viseront à appuyer la mise en œuvre du Programme de Modernisation du Système de Justice, adopté par le Gouvernement en décembre 2020. Au niveau de l'accès au système judiciaire, les interventions dans ce secteur seront focalisées sur la nécessité d'atteindre les communautés rurales et les groupes les plus vulnérables, notamment les femmes victimes de violences (en synergie avec les activités du projet +IGUAL du 11^e FED), qui restent souvent exclues du système à cause de la centralisation des services de justice. Par ailleurs, cette action complètera les deux autres domaines prioritaires du PIM STP. L'action cherche aussi à assurer une continuité avec les programmes en cours et précédents de l'UE dans le domaine tout en tirant les enseignements nécessaires.